

Après 2 mois et demi d'une grève obstinée et courageuse les salarié.e.s de Maintenance Industrie ont gagné !



Le 22 avril devant le siège d'ISOR

Maintenance Industrie titulaire du marché du nettoyage des centres des Finances Publiques à Paris depuis novembre 2023 n'a pas remis en fin d'année 2024 les chèques-cadeaux du CSE que les salarié.e.s avaient l'habitude de recevoir en fin d'année. Après de multiples démarches (pétition, courrier, rassemblement) les salarié.e.s ont fini par les obtenir le 10 février 2025.

Les salarié.e.s, ensemble, sorti.e.s de leur isolement quotidien sur leur lieu de travail, ont alors établi leur cahier de revendications et l'ont envoyé à leur employeur.

Subissant des temps partiels imposés, ces salarié.e.s réclamaient en priorité des heures de travail en plus sur leurs contrats pour augmenter leurs rémunérations et améliorer leurs conditions de travail. Il faut rappeler que dans le nouveau marché, il a été prévu un nombre d'heures doublé par rapport au précédent mais les salariés n'ont jamais eu leurs heures doublées. Ils et elles demandaient aussi une prime de nettoyage des vêtements de travail et la remise de blouses supplémentaires (la majorité d'entre eux n'avaient eu qu'une seule blouse).

Dès le début de leur grève le 24 février les grévistes ont cherché à ouvrir la discussion avec leur employeur au siège de la société. Celui-ci n'a rien trouvé de mieux à faire que d'appeler la police.

Pendant 2 mois les rassemblements devant le siège de la société rue d'Annam à Paris 20ème, devant la DRFIP, devant divers centres des Finances Publiques se sont succédés sans résultat autre que la proposition provocatrice d'accorder 0,50 € brut par mois de prime pour nettoyer les blouses de travail pour un temps plein.

Le 22 avril les grévistes et leurs soutiens sont allés manifester au siège d'ISOR du même groupe que Maintenance Industrie, le 23 ils et elles ont déployé une banderole et distribué des tracts dans le musée du Petit Palais au sein duquel Maintenance Industrie entretient la vitrerie.

Il a fallu attendre la fin avril pour que des négociations sérieuses puissent s'ouvrir et le 5 mai pour qu'un protocole d'accord soit enfin signé.

Les grévistes qui le demandaient ont obtenu en moyenne une heure de plus de travail par jour, ceux qui n'en demandaient pas ont obtenu une prime mensuelle de 15 € pour 3 d'entre eux, des blouses supplémentaires ont été distribuées, une prime de remise en état égale à 60 % des jours de grève a été accordée. Toutes les revendications n'ont pas été satisfaites mais c'est une grande avancée pour le pouvoir d'achat des salarié.e.s.

Le jour où le patron a reculé et les droits des salariés ont avancé ! le 29 avril 2025



La prime honteuse de blanchissage 50 centimes a été refusée par les grévistes. La CGT Finances Publiques se réserve le droit de demander des comptes à la DRFIP sur ce point. La jurisprudence a toujours reconnu l'obligation par l'employeur de participer à l'entretien du vêtement de travail. La DRFIP doit veiller à ce que le droit soit respecté vis à vis des personnes travaillant dans ses locaux. Une indemnité de blanchissage couvrant réellement les frais doit être versée à défaut du lavage des vêtements par l'entreprise elle-même.



Le 25 février à Réaumur



Manifestation du 27 mars dans le 20e

Trois militant.es de la CGT Finances Publiques, dont Fabrice, ont accompagné au jour le jour les grévistes. Les soutiens ont été nombreux dans les rassemblements et pour alimenter la caisse de grève : les agent.e.s des Finances Publiques, les habitant.e.s du 20ème, les militant.e.s de notre section syndicale, l'Union Départementale CGT de Paris, les structures syndicales CGT syndicats ou unions locales, les élu.e.s de Paris ou député.e.s du Parti Communiste et de l'Après.

Au final les grévistes ne perdront pas d'argent après le paiement de la prime de remise en état de l'employeur et la distribution de la caisse de grève, alimentée par des collectes les jours de manifestations parisiennes (8 mars, 22 mars, 1^{er} mai) et par des collectes auprès des syndicats, des collègues et des habitants du 20^e.

Le 1^{er} mai



Devant Maintenance Industrie



EPILOGUE : 2ème victoire pour la défense de notre camarade Fabrice

La grève à peine terminée Fabrice était convoqué par la DRFIP lundi 19 mai pour « remise d'un document » dont on ne voulait pas lui communiquer la teneur. Une procédure disciplinaire semblait s'annoncer. Mais au moment de l'entretien un rassemblement de plus de 100 personnes s'est tenu devant la DRFIP. Fabrice a été reçu au son des tam-tam et des slogans de soutien de ce rassemblement qui réunissait des agent.e.s, des militant.e.s de la CGT mais aussi de Solidaires et de FO ainsi que des élu.e.s. La Direction a dit qu'il s'agissait d'un malentendu et qu'aucune sanction n'était envisagée. Soulagement et joie ont permis de finir ce rassemblement victorieux de manière presque festive.

**UN GRAND MERCI À TOUTES CELLES ET CEUX QUI ONT AIDÉ
À CETTE DOUBLE VICTOIRE**